



29-11-2012

Compétitivité : la note va être salée

Comme d'habitude le MEDEF applaudit les dispositions prises par le gouvernement sur le crédit d'impôt compétitivité qui sera de 4 % de la masse salariale dès 2013. Sarkozy l'a rêvé, Hollande le fait. Non seulement le gouvernement accélère sur le calendrier d'adoption du texte mais il prévoit également une montée en charge plus rapide du dispositif. Le crédit d'impôts qui devait représenter une réduction de la masse salariale de 3 % en 2013, 4,5 % en 2014 et 6 % en 2015, a été fixé à 4 % dès 2013 et 6 % en 2014. Le coût reste inchangé : 10 milliards en 2014, 5 milliards de plus en 2015 et encore 5 milliards supplémentaires en 2016, avec un remboursement différé dans le temps. Les grandes entreprises imputeront ce crédit sur l'impôt des sociétés à payer. Si le crédit dépasse l'I.S. elles l'imputeront l'année suivante. Pour les entreprises ne payant pas l'I.S. il faudra attendre 3 ans et c'est au terme de ce délai que le fisc leur enverra un chèque.

LA BOUCLE EST BOUCLEE.

Ce sont les salariés qui vont encore payer la note. Alors que le chômage ne cesse d'augmenter, que le pouvoir d'achat diminue continuellement avec la politique des bas salaires et des pensions faite aux salariés et aux retraités (chacun constate journalièrement les hausses de loyers, d'énergie, de l'essence, des produits de première nécessité) ; L'augmentation de la TVA, l'impôt le plus injuste qui soit va encore amoindrir le revenu des plus pauvres.

Communistes est le seul parti politique en France qui affirme que les responsables de la crise sont les grands groupes capitalistes et personne d'autre. Ce n'est pas à la population de payer leur crise et le gouvernement doit choisir son camp.

Les chiffres du chômage sont désastreux (+ 1,5 % en octobre avec près de 50 000 licenciements) et ce ne sont pas les prévisions en la matière comme à PSA, Sanofi où on brade la recherche, chez Arcelor Mittal, à l'Assistance Publique ou il est prévu 4000 suppressions d'emplois sur Paris et 15 000 nationalement qui inverseront le processus. C'est un bradage systématique du tissu économique de notre pays qui est en cours avec une désindustrialisation programmée au seul profit des actionnaires.

Face à cela les confédérations syndicales réformistes veulent « négocier des contreparties » !!!

En Italie, après 70 jours de discussion les organisations syndicales et patronales ont signé un accord pour « la croissance de la productivité et

de la compétitivité » avec comme résultats des accords d'entreprises ou territoriaux qui pourront se substituer aux conventions collectives. On voit de là les conséquences qui en résulteront

Chérèque, l'ancien secrétaire de la CFDT s'est dit d'accord sur le fond sur les grandes lignes du crédit d'impôt. Ce n'est pas lui qui lèvera le petit doigt pour changer de système économique. Son reclassement est compris dans le prix de la trahison des salariés : dès l'arrêt de son activité de secrétaire de la CFDT on lui octroie un poste « d'inspecteur des affaires sociales » excusez du peu. Il est également pressenti pour une future prise de responsabilité au sein de Terra Nova, un organisme satellite mis en place par le PS. On a les amis que l'on mérite.

Si le secrétaire de la CGT déclare que le « patronat va avoir le beurre et l'argent du beurre » avec ce crédit d'impôt (alors que l'on déclare à nos concitoyens que l'on ne sait pas comment boucler le budget de l'état), auquel s'ajoutent les 170 milliards d'aides dont bénéficient déjà les entreprises.

Laurence Parisot a dû boire le champagne après l'annonce de tous ces cadeaux.

Rien n'est à négocier, seule la lutte fera reculer le MEDEF et le gouvernement à sa botte.

La lutte ne viendra que de la base, des travailleurs dans leur entreprise sur des bases de classe et qui ne sont pas déterminés à plier devant les diktats patronaux et gouvernementaux.

Seule la lutte des forces vives de la population toutes catégories confondues pourra faire céder le MEDEF et le gouvernement à sa solde.

Face à la situation dramatique faite à des millions de français il est indispensable de se battre tous ensemble contre « le coût du capital » qui engendre la crise actuelle. Le seul moyen de sortir de cette situation ne peut se faire que par la socialisation des moyens de production et d'échange au service du plus grand nombre.

www.sitecommunistes.org